

Atelier Teddif / Fabrique francilienne des sobriétés LES IMAGINAIRES DE LA SOBRIÉTÉ, OU COMMENT CONSTRUIRE UNE STRATEGIE TERRITORIALE

Compte-rendu

Vendredi 15 décembre 2023



Table des matières

Plénière introductive	2
❖ Bien définir la sobriété pour maîtriser toutes les sobriétés AREC	2
❖ Les dispositifs d'accompagnement Ademe IdF	3
❖ Les outils mis à disposition par le Cerema.....	4
❖ Les travaux de l'AREC sur la sobriété	5
❖ Enquête nationale des démarches de sobriété des collectivités Comité 21	6
 Atelier de design fiction en sous-groupe : IMAGINAIRGY, un outil au service des territoires pour concevoir une stratégie de sobriété	 7

Plénière introductive

❖ Bien définir la sobriété pour maîtriser toutes les sobriétés | AREC - Marie-Laure FALQUE-MASSET



Voilà désormais 4 ans que l'AREC investit le sujet de la sobriété de manière transversale. Elle a pu traiter ses différents aspects au cours des différents cycles des Ateliers de la Fabrique francilienne des sobriétés et rappelle la nécessité de toujours bien préciser cette notion de sobriété :



Sobriété énergétique est une démarche qui vise à réduire les consommations d'énergie et de ressources par des changements de **comportement**, de **mode de vie** et d'**organisation collective**, volontaires et organisés, pour assurer le bien-être de tous les êtres humains dans les limites de la planète.

Efficacité énergétique vise également à réduire la quantité d'énergie et de ressources nécessaires à la satisfaction des besoins mais au moyen de la technologie.

La sobriété multi-thématique et transversale ou les sobriétés

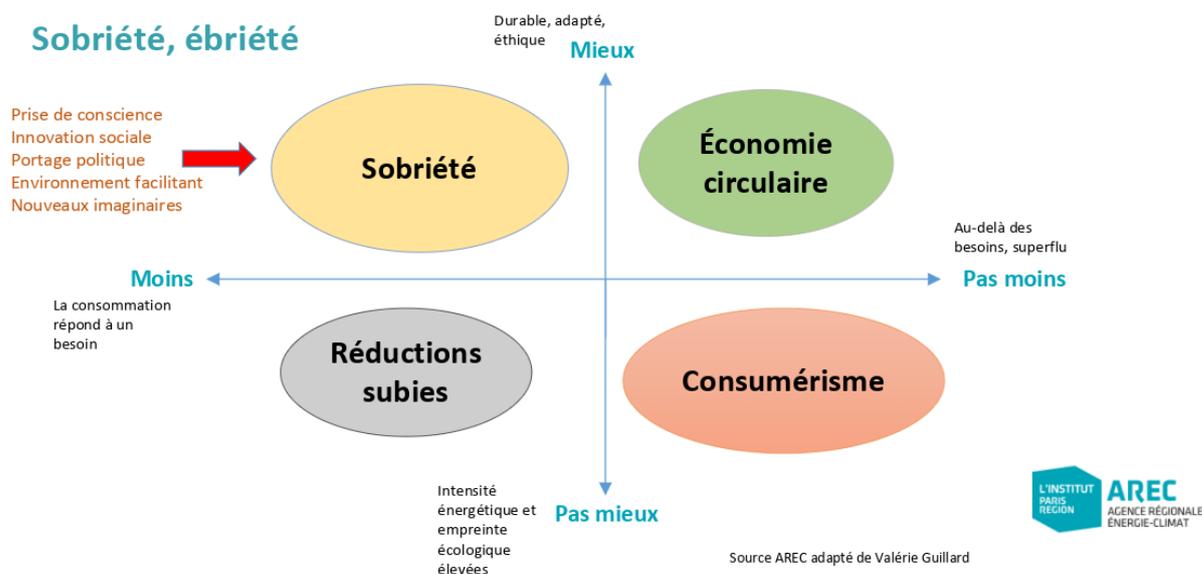
La sobriété consiste tout d'abord à nous interroger sur nos **besoins** puis à adapter nos usages à ces besoins, autrement dit les satisfaire en limitant leurs impacts.

Le cas du téléphone portable est à ce titre parfaitement illustratif : sa fonction est la communication, il répond à ce besoin et par bien des aspects, aujourd'hui on l'utilise pour d'autres usages éloignés du besoin initial, le téléphone portable est moins sobre maintenant qu'il y a 15 ans, ce qui invite à repenser les besoins.

Une confusion entretenue dans ce qu'on peut entendre à propos de la sobriété :

- La sémantique : ce que ça signifie, d'où ça vient...
- La méconnaissance : ce n'est pas juste baisser le chauffage, ce n'est pas non plus lié aux énergies renouvelables
- La polémique : les citoyens imaginent que ce sera la décroissance or ce que n'est pas la sobriété

Le schéma suivant résume bien la notion de sobriété, comportement pertinent et économe pour répondre à un besoin revisité :



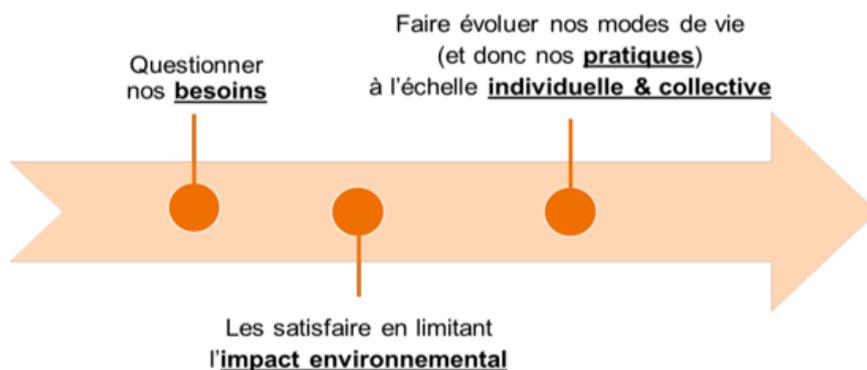
❖ Les dispositifs d'accompagnement | Ademe IdF - Laurent CAILIEREZ

L'Ademe met à disposition des collectivités des ressources pour renforcer leurs compétences en matière de sobriété

- Impulser une politique de sobriété sur mon territoire - Méthodes, exemples et outils pour les collectivités locales (11/23) : <https://librairie.ademe.fr/consommer-autrement/6629-impulser-une-politique-de-sobriete-sur-mon-territoire.html>
- Lancement en 2024 de la formation « S'engager dans une politique territoriale de sobriété », dédiée aux élus/décideurs des collectivités : https://formations.ademe.fr/formations-transition-ecologique--approche-transversale-s-engager-dans-une-politique-territoriale-de-sobriete_s5068.html ; contact: claire.peyettefebrer@ademe.fr
- Le programme « Territoire Engagé Transition Écologique » : <https://agirpourlatransition.ademe.fr/collectivites/territoire-engage-transition-ecologique>
- Scénarios transition 2050 : <https://www.ademe.fr/les-futurs-en-transition/>



et insiste sur les 3 critères de définition de la sobriété selon elle :



L'Ademe apporte également des aides sur de nombreux champs de la sobriété et également sur le volet efficacité dans les domaines de la Mobilité, de l'énergie et de l'économie circulaire. Voir la plateforme

Les outils mis à disposition par le Cerema - Isabelle ROBINOT-BERTRAND

Le Cerema en tant qu'accompagnateur technique des collectivités peut favoriser leurs démarches de sobriétés.

Au sein de sa médiathèque on peut retrouver plusieurs références afin d'inspirer des projets (Sobriété foncière, sobriété des sols)



- <https://www.cerema.fr/fr/centre-ressources/boutique/sobriete-fonciere-cle-sols-territoires-vivants>
- <https://www.cerema.fr/fr/centre-ressources/boutique/economie-territoriale-urbaine#chapters>



Il a également élaboré des outils d'aides à la décision :



URBANSIMUL : Outil de prospective pour stratégie de sobriété foncière



UrbanVitaliz : appuie les collectivités pour la revitalisation des terrains imperméabilisés ou pollués qui ont perdu leur usage

Cartofriches : pour déceler les potentiels de revitalisation des terrains inexploités, cet outil/plateforme consolide le recensement des friches avec la participation des acteurs locaux au plus près du terrain.

Il contribue CUBE.S qui stratégies



également à la promotion de la sobriété à travers le programme consiste à accompagner les établissements scolaires dans leurs d'économie d'énergie.

❖ Les travaux de l'AREC sur la sobriété — Marie-Laure FALQUE-MASSET

26 ateliers de la Fabrique depuis 2019 et 2 Conférences régionales	Les passeurs de sobriété : accompagnement expérimental des collectivités	Plaquette Sobriété énergétique Chroniques de la sobriété
Dossiers thématiques : Les transféreurs, Sobriété numérique, Sobriété, arts et culture, Sobriété et alimentation, etc.	Ateliers en replay : écolieux, sobriété et bâtiment, sobriété et mobilité, plans de sobriété, etc.	Formations : cadres de collectivités Apport d'expertise
Bibliothèque des plans de sobriété	Fedarene : groupe de travail et webinaires	Interventions européennes : Managenergy, ISPI - EuroMilano, Centre Marc Bloch- Climate Change Center, Ministère allemand de l'environnement

❖ Enquête nationale des démarches de sobriété des collectivités | Comité 21- Laurine COUFFIGNAL

Le Comité 21 est un réseau multi-acteurs qui compte 450 partenaires sur tout le territoire national. Il réunit notamment les citoyens au sein de collège citoyen. La sobriété est au cœur de leurs travaux depuis plusieurs années.

Une enquête nationale a été lancée pour observer les démarches de mise en œuvre de la sobriété et dresser un état des lieux.

Benchmark des bonnes pratiques. Le sujet de la sobriété a été questionné sans prisme thématique. La sobriété dans les collectivités apparaît prioritairement sur le volet énergétique, ce que l'on peut expliquer du fait du contexte de tension qui a imposé voir contraint ces politiques.

Pour les autres leviers, il n'y a pas de tendance particulière qui se dégage puisqu'il y a autant de tendance que de moyens d'appliquer la sobriété à l'échelle locale. Une réalité difficilement interprétable puisqu'il y a beaucoup de modes de mise en œuvre différents de la sobriété, il en est par ailleurs difficile d'en mesurer les bénéfices.

Le Comité 21 a aussi procédé à une enquête indirecte sur les bénéficiaires avec des enjeux connexes qui ont pu être traités entre d'une part les enjeux de la transition énergétique et d'autre part le développement des énergies renouvelables. Les résultats donnent lieu à une acceptation contrastée des démarches de sobriété : dans les collectivités on a vu des demandes des agents et des citoyens, d'autres ont suscité de l'opposition dès lors que cela impactait le niveau de confort.

La collectivité de Niort, par exemple, nous a donné un exemple de sobriété transversale sur un projet, l'aménagement d'un centre culturel : sobriété financière avec un apport des pouvoirs publics, une sobriété des usages, une sobriété dans les ressources de construction.

La conclusion de notre enquête c'est que la sobriété est un enjeu d'acceptation systémique. Il faut intégrer dans ce processus les catégories les plus précaires car pour une partie de la population ce n'est pas un idéal mais une pratique subie. La sobriété va devenir un outil d'arbitrage réel permettant de mesurer l'impact/la pertinence d'un projet par rapport à son cycle de vie, son rapport utilité / durée dans le temps. Cela peut permettre de mieux déployer les ressources au bénéfice des besoins. Une démarche qui permet des bénéfices, des retombées économiques positives. Une pratique qui invite à revoir nos pratiques par la notion d'usage. C'est des éléments d'imaginaire qu'on doit encore construire, adopter et accepter.



A retrouver dans la note publiée par le comité 21 et FVD, « [Quelles pratiques de sobriété au sein des collectivités territoriales ?](#) »



Atelier de design fiction en sous-groupe : IMAGINAIRGY, un outil au service des territoires pour concevoir une stratégie de sobriété



La seconde séquence de la matinée a été l'occasion pour les participants de tester l'**outil de design fiction IMAGINAIRGY**, créé à l'initiative de l'AREC d'après des scénarios de Casus ludi et avec l'appui d'Auxilia et de Chronos. Il permet de mobiliser les imaginaires pour envisager de nouvelles actions en faveur de la sobriété. Les 6 groupes ont proposé des mesures, solutions et initiatives contribuant à atteindre 1 des 2 futurs spéculatifs ou scénario proposé par l'outil, le scénario « **Système D** » et le scénario « **Nouveau partage** » :

- Scénario **Nouveau partage** : Mise en place de quotas d'énergie, d'eau, etc., garantie d'une énergie universelle de base, congé de sobriété existentielle, représentation du vivant au sein des collectivités et des organisations, mutualisation des espaces de vie, de travail et de loisirs et formes coopératives.
- Scénario **Système D** : Sobriété concertée, ralentissement, conventions citoyennes de réallocation des services, technologies ou infrastructures, formation à la réparation, low tech, ambassadeurs de la sobriété et du bien-vivre.

Les participants ont été répartis en sous-groupes autour de 6 tables et ont formulé les propositions suivantes :

Scénario Système D – groupe 1

Ce qui, sur notre territoire, est en cours	Ce qui, sur notre territoire, est probable dans un futur proche	Ce qui, sur notre territoire, est impossible
<p>Repenser le marketing, réhumaniser la consommation, repenser la logistique : développement du fret multimodal</p> <p>Lien entre moins de consommation et lieux de production Consommer à proximité de chez soi</p> <p>Eviter le terme de renoncement Transparence Renforcer l'utilisation des produits de 2nde main (cf le bon coin, Vinted), ne plus acheter de neuf</p> <p>Coach de sobriété, accompagnement au changement de comportement, transparence et information pour choisir en connaissance de cause</p> <p>Semaine de 4 jours</p> <p>Accès aux biens : réduire / supprimer livraisons à domicile</p> <p>Rue aux enfants</p> <p>Bilan carbone des produits (nutriscore, Yuka)</p> <p>Réinventer le narratif autour des métiers des communs (déchets, assainissement)</p>	<p>Centraliser les activités, lieux de consommation et lieux d'habitation > développement des intermodalités et ville du ¼ d'heure</p> <p>Transformer les espaces commerciaux périurbains : le lieu, les usages Intégrer des logements dans des ZA Changer les usages : en faire des espaces de production</p> <p>Indexer une partie du salaire sur la contribution à l'environnement et/ou au social/humain (coefficient d'utilité sociale et environnementale) Réduire les écarts salariaux (plafonds)</p> <p>Revoir l'organisation du travail. Prévoir 1 jour par semaine dédié à du collectif (association, coopérative)</p> <p>Santé : intégration dans un système global</p> <p>Service civique pour apprendre à donner du temps, partager au service de la collectivité</p>	<p>Magasins d'Etat en parallèle à des magasins collectifs, coopératives</p> <p>Service civique obligatoire.</p>

Ce qui, sur notre territoire, est en cours	Ce qui, sur notre territoire, est probable dans un futur proche
<p>Logique de service/fonction : diagnostic sobriété > priorités> réallocation selon 6 critères : autonomie/capacité d’agir, diversification, mutualisation, coopération/solidarité, fonctionnel, intergénérationnel</p> <p>Réaffectation des espaces publics : usage modulable, mobilités douces, retour de la nature, renaturation, pour le confort d’été</p> <p>Système d’AMAP développé Poulaillers partagés Composteurs partagés Production agricole diversifié Transformation locale</p> <p>Covoiturage Véhicules mutualisés</p> <p>Habitat partagé Espaces mutualisés : cuisine, laverie, bricolage, salle de loisirs</p> <p>Commerces de proximité avec une offre de conseil et services (rôle social, créateur de lien) Supermarchés coopératifs Ateliers de réparation couture, mécanique</p> <p>Pistes d’amélioration des diagnostics sobriété soumises à la convention citoyenne de réallocation</p>	<p>Travail partagé : 30-40% pour le bien commun selon appétence, compétence, capacité physique</p> <p>Tiers lieux : bureaux mutualisés, lieux consacrés au travail sur les territoires (Maison du travail)</p> <p>Référents maintenance CVC Formation à l’usage</p> <p>Plan rafraichissement : végétalisation des espaces, exploitation des sous-sols (pour parkings), climatisation passive, froid renouvelable, aquathermie</p> <p>Echanges de services, mixité fonctionnelle, mutualisation des fonctions et des lieux</p> <p>Territoire du ¼ d’heure, relocation, réallocation des sols</p> <p>Coopération territoriale sur les besoins de consommation non couverts (habillement, électroménager)</p>

Ce qui, sur notre territoire, est en cours	Ce qui, sur notre territoire, est probable dans un futur proche	Ce qui, sur notre territoire, est impossible
<p>Favoriser les déplacements actifs dans les aménagements urbains Plan de mobilité piétonne : trottoirs, école à pied, rando week-end famille Gratuité des transports en commun</p> <p>Mettre en place des potagers collectifs dans les copro et logement social (production, compostage, déchets)</p> <p>Apprentissage de la couture pour rompre la dépendance à l'industrie textile 1 ressourcerie pour 1000 habitants Renoncer à l'achat neuf Mettre en place des lieux d'échanges d'objets, de savoir-faire Ateliers pour apprendre à réparer l'électroménager, les vêtements, les vélos, fabriquer ses produits d'entretien, ses cosmétiques Sensibilisation à l'alimentation, au cuisiner soi-même Former aux achats durables (lire les étiquettes)</p> <p>Consigne du verre 1 déchetterie pour x habitants</p>	<p>Systématiser les constructions adaptées à la colocation, avec des jardins et des locaux communs Renoncement à la production individuelle pv Renoncer à un appareil ménager électrique Interdiction de minéraliser les espaces verts Mettre à disposition son jardin individuel pour la formation à l'agriculture Enseignement de l'auto-réparation dès l'école primaire Apprendre à conserver ses aliments sans frigo Mettre à disposition des fours solaires avec ateliers pratiques Partager l'énergie produite localement Convention citoyenne annuelle pour discuter d'arbitrages Nouvelle gestion des espaces publics et fin de la tonte à outrance Renoncement personnel aux produits industriels Se former au fonctionnement des infrastructures énergétiques Apprendre à réparer les panneaux solaires Instaurer une semaine de la sobriété totale pour des volontaires qui racontent leur expérience ensuite Produire une alimentation locale sur les friches Simplification des règles d'autoconsommation collective Création de locaux pour travailler localement</p>	<p>Suppression des véhicules motorisés individuels</p>

Ce qui, sur notre territoire, est en cours	Ce qui, sur notre territoire, est probable dans un futur proche	Ce qui, sur notre territoire, est impossible
<p>Habitat collectif à privilégier Habitat avec services partagés (laverie, salle de réunion, jardin) Rapprocher les services des lieux de vie Imposer des nichoirs sur les habitats Harmoniser le prix de la restauration scolaire et des crèches selon les revenus</p> <p>Cours de cuisine végétarienne offerts Cours végétalisés dans les écoles et crèches Intégrer les enfants à la prise de décision</p>	<p>Un minimum alimentation par habitant de qualité et local (service public) Régulation des logements par les collectivités (habitation, tourisme) Revenu universel + plafond de revenu</p> <p>Ecole pas concurrentiel mais participatif Ecole dehors des tous les après-midis</p> <p>Abécédaire local de la biodiversité Obligation des mettre des arbres fruitiers et potagers dans espace public et jardins privés</p> <p>Etat des lieux des besoins essentiels/habitant Apprentissages obligatoires : cuisine, couture, réparation (avec les anciens) Quotas de consommation de viande Prioriser échanges, réparations, transformation Intensification des transports en commun</p>	<p>L'Etat finance la rénovation des passoires thermiques Quotas CO2 transport et prix indexés Un jour dédié par semaine à la transition écologique</p> <p>Interdiction des fast-foods Interdiction des importations de produits néfastes Interdiction de la pub Interdiction des produits phytosanitaires</p> <p>Mettre en location les résidences secondaires avec un nombre de jours minimum</p> <p>Représentation (protection juridique) des animaux avec droit de vote</p>

Ce qui, sur notre territoire, est en cours	Ce qui, sur notre territoire, est probable dans un futur proche	Ce qui, sur notre territoire, est impossible
<p>Favoriser les nouvelles formes d'habitat collectif (balcon, rez-de-jardin)</p> <p>Rémunération du service d'intérêt général et échange d'heures au service de l'IG</p> <p>Sensibilisation à la sobriété numérique</p> <p>Prise de conscience de la fin de l'efficacité du marketing digital</p> <p>Tarifification progressive de l'eau et de l'électricité</p> <p>Généralisation de la réutilisation de l'eau (ex : récupération des douches dans les toilettes)</p> <p>Impôt : prélèvement sur les entreprises comme Total ou EDF</p> <p>Bâtiments publics multi-usages (écoles utilisées l'été)</p> <p>Territorialisation des CEE</p> <p>Budget participatif</p> <p>Arbitrage par convention citoyenne</p>	<p>Mise en place d'un quota d'achat de viande (logique de bons distribués par la collectivité et réglementé par l'Etat – point de départ : restauration collective avec menu végétarien)</p> <p>Transformer la Défense en zone résidentielle</p> <p>Désartificialisation CDG et Orly</p> <p>Arbitrage choix de financement /subventions (ex uniforme à l'école – recrutement, formation dans l'enseignement)</p> <p>Penser l'adaptabilité des bâtiments (entre bureau et logement notamment)</p> <p>Relocalisation des activités informatiques. En plus, on chauffe la piscine !</p> <p>Production locale de l'énergie (méthaniseur, chaleur fatale, géothermie) et mutualisée +contrôle</p> <p>Tous les enfants doivent avoir multiplié leurs heures de sensibilisation à la sobriété, voire la population entière sur le modèle de la Journée de défense et de citoyenneté</p> <p>Chaque agent de la collectivité dispose d'un jour/semaine pour une activité au bénéfice du vivant</p> <p>Prélever les entreprises pour fournir de l'argent pour un budget participatif/action de convention citoyenne</p>	<p>Quota individuel par foyer de consommation de ressources</p> <p>Déterminer qui peut circuler en fonction de l'activité professionnelle (forcer au télétravail)</p> <p>Interdiction de certaines technologies et forcer le non-renouvellement (garder son équipement 5 ans, etc.)</p>

Scénario Nouveau partage – groupe 6

Ce qui, sur notre territoire, est en cours	Ce qui, sur notre territoire, est probable dans un futur proche	Ce qui, sur notre territoire, est impossible
<p><u>Déplacements</u> Création de parcours à pieds agréables, sécurisés, culturels, avec des espaces conviviaux pour le développement du lien social PLD : limitation de la circulation des véhicules thermiques, Zones sans voitures thermiques Réhabiliter les chemins vicinaux pour les véhicules non thermiques, vélos, cheval Réduction de la voirie pour la voiture et plus pour le vélo Obliger les gens à travailler localement (distance domicile / travail < à x km)</p> <p><u>Habiter/travailler</u> Développement/création de tiers-lieux Droit au logement Interdiction de la multipropriété (plus de 3 logements) Limitation de la location Air b'n'b et saisonnier Moins de propriété individuelle, meilleur usage/coopération/partage Nombre de m² par habitant limité Logement intergénérationnel dans les maisons sous-occupées, accueil des étudiants Réhabiliter les lieux de partage en présentiel Mitoyenneté obligatoire dans le PLUi Lieux de convivialité (bancs, places publiques, marchés, maison du peuple) Repenser les horaires et lieux de travail</p> <p><u>Numérique/ communication</u> Archivage obligatoire des mails de plus de 3 ans Pubs énergivores impossibles Accès citoyen aux consommations énergétique (information pour prise de décision) et impacts pratiques Suppression du site web de la ville, favoriser le contact humain, fin du journal de la ville Suppression des pubs dans la ville Radio locale Limiter à 5 Mo les mails professionnels</p> <p><u>Consommation / alimentation</u> Monnaie locale Quota de produits locaux dans l'offre des commerçants Valorisation des talents locaux (alimentation, culturel, etc.) Système d'échange local Jardins partagés, partage des productions, insertion de tous les publics Culture et élevage locaux</p> <p><u>Mutualisation / réparation</u> Tiers-lieux Repair'cafés Mutualisation du matériel Outil thèques</p> <p><u>Gouvernance</u> Former à la coopération – animateurs essentiels Encourager les initiatives citoyennes en confiant des missions à des porteurs de projet Développer la montée en compétence de chacun, favoriser l'interconnaissance, ne pas désespérer les habitants Horizontalité des propositions et des projets Mettre en place un quota de formation à la sobriété Former à la biodiversité et au vivant Conventions citoyennes locales Révision collective des quotas énergie, ressources, eau chaque année</p>		

teddif

territoires, environnement
et développement durable
en Île-de-France

Rédigé par :

- Jessica BERTRAN CORRAL – j.bertran-corrall@cerema.fr
- Eliott SOULETIE – eliott.souletie@cerema.fr
- Isabelle ROBINOT-BERTRAND – isabelle.robinot-bertrand@cerema.fr

